
Le 7 octobre, lâ??IDF a ordonné la mise en œuvre de la directive Hannibal afin d  emp cher le Hamas de capturer des soldats

Description

 « Il y avait une hystérie folle et des décisions ont commencé   être prises sans informations vérifiées   » : des documents et des témoignages obtenus par Haaretz révèlent que lâ??ordre opérationnel Hannibal, qui ordonne lâ??usage de la force pour empêcher que des soldats soient capturés, a été utilisé dans trois installations de lâ??armée infiltrées par le Hamas, mettant ainsi potentiellement en danger des civils.

Par Yaniv Kubovich, le 7 juillet 2024



Les opérations de la division de Gaza et les frappes aériennes des premières heures du 7 octobre ont été basées sur des informations limitées. Les premiers instants faisant suite   lâ??attaque du Hamas ont été chaotiques. Des rapports nous parvenaient, dont la signification n  t it pas toujours claire. Lorsque leur signification a été comprise, on s  est rendu compte que quelque chose d  horrible s  t it produit.

Les réseaux de communication ne parvenaient pas   suivre le flux d  informations, comme c  t it le cas pour les soldats qui envoyaient ces rapports. Cependant, le message transmis   11 h 22 sur le réseau de la division de Gaza a été compris par tous. L  ordre été le suivant :  « Pas un seul véhicule ne doit retourner   Gaza  ».

  ce stade, les FDI ne savaient pas quelle  t it lâ??ampleur des enlèvements le long de la frontière de Gaza, mais elles savaient que de nombreuses personnes étaient impliquées. La signification de ce message et le sort réservé   certaines des personnes enlevées étaient donc parfaitement clairs.

Ce n  t it pas la première fois que la procédure, connue dans lâ??armée sous le nom de  « procédure Hannibal  », été ordonnée par la division dans le but de déjouer un enlèvement, même au détriment de la vie des personnes kidnappées.

Les documents obtenus par Haaretz, ainsi que les témoignages de soldats, d  officiers moyens et supérieurs des FDI, révèlent une multitude déſordres et de procédures établis par la division de Gaza, le commandement sud et lâ??état-major général des FDI jusqu  aux heures de lâ??après-midi de ce jour-là , montrant   quel point cette procédure été répandue, dès les premières heures qui ont suivi lâ??attaque et en divers points le long de la frontière.

Haaretz ignore si ou combien de civils et de soldats ont été touchés à cause de cette procédure, mais les données cumulées indiquent que de nombreuses personnes kidnappées étaient en danger car exposées aux tirs israéliens, même si elles n'étaient pas la cible.

À 6 h 43, alors que des barrages de roquettes étaient lancés sur Israël et que des milliers d'agents du Hamas attaquaient les bastions de l'armée et les capacités d'observation et de communication de la division, le commandant de la division, le général de brigade Avi Rosenfeld, a déclaré que « les Philistins avaient envahi ».

C'est la procédure à suivre lorsqu'un ennemi envahit le territoire israélien. Un commandant de division peut alors assumer une autorité extraordinaire, y compris l'emploi de tirs nourris à l'intérieur du territoire israélien, afin de bloquer un raid ennemi.

Une source très haut placée des FDI a confirmé à Haaretz que la procédure Hannibal avait été utilisée le 7 octobre, ajoutant que le commandant de division n'y avait pas eu recours. Qui a donné l'ordre ? C'est ce que les enquêtes menées après la guerre permettront peut-être d'établir.

En tout état de cause, selon un fonctionnaire de la défense qui connaît bien les opérations du 7 octobre à la division de Gaza, dans la matinée, « personne ne savait ce qui se passait à l'extérieur ». Il affirme que Rosenfeld était dans la salle de guerre, sans émerger, « alors qu'à l'extérieur une guerre mondiale faisait rage ».

« Tout le monde était choqué par le nombre de terroristes ayant pénétré dans la base. Même dans nos cauchemars, nous n'avions pas prévu une telle attaque. Personne n'avait la moindre idée du nombre de personnes enlevées ni de l'endroit où se trouvaient les forces armées. Il y a eu une hystérie folle, avec des décisions prises sans aucune information vérifiée », poursuit-il.

L'une de ces décisions a été prise à 7h18, lorsqu'un poste d'observation de l'avant-poste de Yiftah a signalé qu'une personne avait été enlevée au poste frontalier d'Erez, à côté du bureau de liaison de Tsahal. Le quartier général de la division a donné l'ordre suivant : « Hannibal à Erez », « envoyez un Zik ». Le Zik est un drone d'assaut sans pilote, et la signification de cet ordre était claire.

Ce n'a pas été la dernière fois qu'un tel ordre était entendu sur le réseau de communication. Au cours de la demi-heure suivante, la division s'est rendu compte que les terroristes du Hamas avaient aussi tué et enlevé des soldats servant au point de passage et à la base adjacente. Puis, à 7h41, un nouveau : Hannibal à Erez, un assaut sur le point de passage et la base, juste pour que plus aucun soldat ne soit enlevé. De tels ordres ont également été donnés plus tard.

Le poste frontalier d'Erez n'est pas le seul endroit où cela s'est produit. Les informations obtenues par Haaretz et confirmées par l'armée montrent que, tout au long de la matinée, la procédure Hannibal a été appliquée à deux autres endroits pénétrés par les terroristes : la base militaire de Re'im, où se trouvait le quartier général de la division, et l'avant-poste de Nahal Oz, où se trouvaient des guetteuses. Cela n'a pas empêché l'enlèvement de sept d'entre elles et l'assassinat de 15 autres guetteuses, ainsi que de 38 autres soldats.

Au cours des heures suivantes, le quartier général de la division a commencé à rassembler les pièces du puzzle, réalisant l'ampleur de l'attaque du Hamas, mais manquant l'invasion du kibboutz Nir Oz, que les premières forces de l'armée n'ont atteint qu'après le départ des terroristes. En ce qui concerne la fréquence d'utilisation de la procédure Hannibal, il semble que rien n'ait changé. Ainsi, par exemple, à 10 h 19, un rapport parvient au quartier général de la division indiquant qu'un zik a attaqué la base de Re'im.

Trois minutes plus tard, un autre rapport similaire arrive. A ce moment-là, les commandos Shaldag étaient déjà sur la base en train de combattre les terroristes. À ce jour, on ne sait pas si un différend entre eux a été réglé lors de l'attaque du drone. Ce que l'on sait, c'est qu'un message a été diffusé sur le réseau de communication, demandant à tout le monde de veiller à ce qu'aucun soldat ne se trouve à l'extérieur de la base, car les forces de Tsahal étaient sur le point d'entrer et de chasser ou de tuer les terroristes restants.

Selon un haut fonctionnaire de la défense, la décision de mener des attaques à l'intérieur des avant-postes hantera les commandants toute leur vie. « Quiconque prenait une telle décision savait que nos combattants dans la zone pouvaient également être touchés. »

Il s'avère que ces attaques n'ont pas eu lieu uniquement à l'intérieur des avant-postes ou des bases. À 10 h 32, un nouvel ordre a été donné, selon lequel tous les bataillons de la région ont reçu l'ordre de tirer des mortiers en direction de la bande de Gaza. Des discussions internes au sein de l'armée ont montré que cet ordre, attribué au général de brigade Rosenfeld, a été fortement critiqué, car à ce moment-là, les FDI ne disposaient pas d'une image complète de toutes les forces présentes dans la zone, y compris les soldats et les civils. Certaines d'entre elles se trouvaient dans des zones ouvertes ou dans des bois le long de la frontière, essayant de se cacher des terroristes.

À ce stade, l'armée ne savait pas le nombre de personnes qui avaient été enlevées. « Nous pensions qu'ils étaient des dizaines à ce stade », a déclaré une source militaire à Haaretz. Tirer des mortiers sur la bande de Gaza les mettrait également en danger. Un autre ordre, donné à 11h22 selon lequel aucun véhicule ne serait autorisé à retourner à Gaza, est allé encore plus loin.

« Tout le monde savait alors que ces véhicules pouvaient transporter des civils ou des soldats kidnappés », a déclaré à Haaretz une source du commandement sud. « Il n'y a pas eu de cas où un véhicule transportant des personnes kidnappées a été sciemment attaqué, mais on ne pouvait pas vraiment savoir s'il y avait de telles personnes dans un véhicule. Je ne peux pas dire qu'il y ait eu une instruction claire, mais tout le monde savait ce que cela signifiait de ne laisser aucun véhicule retourner à Gaza. »

Un nouveau fait est survenu à 14 heures. Toutes les forces ont reçu l'instruction de ne pas quitter les communautés frontalières vers l'ouest en direction de la frontière, insistant sur le fait qu'il ne fallait pas poursuivre les terroristes. À ce moment-là, la zone frontalière faisait l'objet de tirs intenses, dirigés contre toute personne s'y trouvant, ce qui en faisait une zone dangereuse.

« L'instruction, explique la source du commandement sud, visait à transformer la zone autour de la clôture frontalière en une zone de mort, en la fermant vers l'ouest. »

À 6h40, les services de renseignement militaire ont estimé que de nombreux terroristes avaient l'intention de fuir ensemble vers la bande de Gaza, de manière organisée. Cela s'est passé près du kibboutz Be'eri, de Kfar Azza et de Kissufim. L'armée a ensuite lancé des raids d'artillerie sur la zone de la barrière frontalière, tout près de certaines de ces communautés. Peu après, des obus ont été tirés sur le poste frontalier d'Erez. L'IDF affirme qu'à sa connaissance, aucun civil n'a été blessé lors de ces bombardements.

Un cas où l'on sait que des civils ont été touchés, qui a été largement couvert, s'est produit dans la maison de Pessi Cohen au kibboutz Be'eri. 14 otages étaient retenus dans la maison lorsque les FDI ont attaqué, et 13 d'entre eux ont été tués. Dans les semaines à venir, l'IDF devrait publier les résultats de son enquête sur l'incident, qui répondra à la question de savoir si le général de brigade Barak Hiram, le commandant de la division 99 qui était en charge des opérations à Be'eri le 7 octobre, a utilisé la procédure Hannibal. A-t-il ordonné au char d'avancer même au prix de pertes civiles, comme il l'a déclaré dans une interview qu'il a accordée plus tard au New York Times ?

Au cours des mois qui se sont écoulés, les FDI ont refusé de dire si cette procédure avait été employée contre des civils pris en otage. Il semble aujourd'hui que même si la réponse est positive, la question n'était peut-être que partielle. Les actions d'Hiram étaient peut-être simplement conformes à la manière dont les FDI opèrent ce jour-là.

D'après les informations de Haaretz, même à 21 h 33, cela était toujours la situation sur le terrain. À ce moment-là, le commandement sud a donné un nouvel ordre : fermer toute la zone frontalière avec des chars. Toutes les forces présentes dans la région ont reçu l'autorisation d'ouvrir le feu sur toute personne s'approchant de la zone frontalière, sans aucune restriction.

Le porte-parole de l'IDF a répondu que « l'armée se bat depuis six mois à haute intensité sur plusieurs fronts, en se concentrant sur la réalisation des objectifs de la guerre. Parallèlement, l'IDF a commencé à mener des enquêtes internes sur ce qui s'est passé le 7 octobre et la période précédente. L'objectif de ces enquêtes est d'apprendre et de tirer des leçons qui pourraient être utilisées dans la poursuite de la bataille. Lorsque ces enquêtes seront terminées, les résultats seront présentés au public en toute transparence ».

Traduction : JB pour Média Palestine

Source : [Haaretz](#)

date créée
2024/07/08